

Datum: 12.05.2016

# L'HEBDO



L'Hebdo  
1002 Lausanne  
021/ 331 76 00  
www.hebdo.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Publikumszeitschriften  
Auflage: 39'766  
Erscheinungsweise: wöchentlich

Themen-Nr.: 999.201  
Abo-Nr.: 1095889  
Seite: 30  
Fläche: 230'395 mm<sup>2</sup>



**BERNE, BERNERHOF** Lors de ses deux précédentes missions à Bruxelles, le secrétaire d'Etat s'est tissé un dense réseau de relations. Sa mission est difficile, mais si un diplomate peut la réussir, c'est lui. Le négociateur en chef sera l'un des orateurs lors du Forum des 100 de «L'Hebdo», le 19 mai prochain.

**ARGUS**   
MEDIENBEOBACHTUNG

Medienbeobachtung  
Medienanalyse  
Informationsmanagement  
Sprachdienstleistungen

ARGUS der Presse AG  
Rüdigerstrasse 15, Postfach, 8027 Zürich  
Tel. 044 388 82 00, Fax 044 388 82 01  
www.argus.ch

Argus Ref.: 61539335  
Ausschnitt Seite: 1/7



L'Hebdo  
1002 Lausanne  
021/ 331 76 00  
www.hebdo.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Publikumszeitschriften  
Auflage: 39'766  
Erscheinungsweise: wöchentlich

Themen-Nr.: 999.201  
Abo-Nr.: 1095889  
Seite: 30  
Fläche: 230'395 mm<sup>2</sup>

# Jacques de Watteville

## L'homme de la mission impossible

**Récit.** Le négociateur en chef avec l'Union européenne disposera d'une fenêtre d'opportunité de cinq semaines, du 24 juin à fin juillet, pour trouver un accord sur la libre circulation des personnes et régler la question institutionnelle.

MICHEL GUILLAUME

**Cet homme tient l'avenir européen de la Suisse entre ses mains**, peut-être plus encore que les conseillers fédéraux: depuis un an, le secrétaire d'Etat Jacques de Watteville est sur tous les fronts. Au pays, il souligne la nécessité d'une solution négociée avec Bruxelles. A l'étranger, il multiplie les contacts avec ses homologues européens et plaide pour une attitude compréhensive envers la Suisse, malgré la panne du 9 février 2014, date de l'approbation par le peuple de l'initiative de l'UDC «Contre l'immigration de masse».

Depuis que le Conseil fédéral l'a nommé négociateur en chef avec l'UE, il a entamé une course contre la montre pour respecter le délai de trois ans pour la mettre en œuvre. D'ici là, la Suisse doit trouver une solution eurocompatible pour juguler l'immigration. Et, si possible, fixer les grandes lignes d'un accord institutionnel que l'UE réclame depuis huit ans désormais. La mission est – quasiment – impossible. Mais tout le monde s'accorde sur un point. Si un homme peut la réussir, c'est ce Vaudois aux origines patriciennes bernoises. *L'Hebdo* l'a suivi durant six mois. Récit.

**29 octobre 2015**

**RENDEZ-VOUS ÉCONOMIQUE  
À SAINTE-CROIX (VD)**

Pas facile de parler d'ouverture à l'Eu-

rope quand l'UDC, le parti le plus eurosceptique de Suisse, vient de réussir un carton aux récentes élections fédérales en raflant 29,4% des suffrages! Le pays se referme sur lui-même, ce qui réduit encore la marge de manœuvre de Jacques de Watteville dans ses pourparlers avec Bruxelles. Mais celui-ci n'en laisse rien paraître. Au Grand Hôtel des Rasses, juste au-dessus de Sainte-Croix, dont le syndic, Franklin Thévenaz, est un ami, il est fidèle à sa carte de visite: souriant, affable, calme. Il met vite le public dans sa poche: «Quand on monte ici, on n'a plus envie de redescendre. Je suis fier d'être Vaudois et Lausannois.»

Jamais autant de responsabilités n'ont pesé sur les épaules d'un seul diplomate. Rappelé de Pékin en 2013 par Eveline Widmer-Schlumpf pour reprendre le Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales, Jacques de Watteville a placé la Suisse sur orbite pour affronter l'ère de la transparence, soit de l'échange automatique des données.

Puis c'est Didier Burkhalter qui le sollicite comme négociateur en chef avec l'UE. A neuf mois de la retraite, il assume ces deux casquettes sans donner le moindre signe de fatigue. Du haut de son mètre nonante, il maîtrise ses sujets, décrypte les enjeux et rassure. Le secret

bancaire a certes volé en éclats sous les coups de boutoir des Etats-Unis, mais ce n'est pas la fin du monde. La place financière s'en sort plutôt bien. «Malgré le changement de paradigmes, les fonds sous gestion en Suisse ont continué d'augmenter, selon l'Association suisse des banquiers.»

Elle irait peut-être encore mieux si la Suisse avait pu conclure un accord sur les services financiers avec l'UE. Cela ne s'est pas fait. Lorsque Jacques de Watteville arrive à Bruxelles pour reprendre la Mission suisse auprès de l'UE en 2007, l'orage menace entre la Suisse et l'Union, qui attaque les régimes fiscaux cantonaux. On est à deux doigts d'une «guerre fiscale», de l'aveu même du secrétaire d'Etat. Pour apaiser les tensions, Jacques de Watteville l'anticipateur flaire qu'une fenêtre d'opportunité pourrait s'ouvrir. Et si la Suisse concédait l'échange automatique des données contre un accord sur l'accès aux marchés financiers européens? Au printemps 2012, il incite les responsables des milieux économiques et bancaires à réfléchir à cette option, en vain. Ceux-ci préfèrent maintenir le secret bancaire aussi longtemps que possible. Finalement, la Suisse a accepté l'échange automatique des données sans contrepartie en juin 2013.



L'Hebdo  
1002 Lausanne  
021/ 331 76 00  
www.hebdo.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Publikumszeitschriften  
Auflage: 39'766  
Erscheinungsweise: wöchentlich

Themen-Nr.: 999.201  
Abo-Nr.: 1095889  
Seite: 30  
Fläche: 230'395 mm<sup>2</sup>

Ce soir-là, le débat qui suit l'exposé du secrétaire d'Etat reste rationnel. En cette zone transfrontalière, on n'a pas le choix, remarque le conseiller d'Etat vaudois Pascal Broulis, qui y participe. «La vallée de Joux, c'est 6000 habitants et 6000 travailleurs. Sans les frontaliers, l'hôpital ferme. Nous ne pouvons que rester ouverts à notre voisin, l'UE», souligne-t-il.

Cette ouverture pourrait-elle aller jusqu'à l'adhésion de la Suisse à l'UE? Jacques de Watteville, qui traîne une réputation d'«euroturbo» chez ses détracteurs, désamorce vite cette grenade potentielle. «Aujourd'hui, nous sommes très loin d'une adhésion. L'alternative se jouera entre la voie bilatérale prônée par le Conseil fédéral et le repli sur soi», répond-il. Avant de préciser à l'intention de ceux qui voudraient maintenir

la situation actuelle, sans régler la question institutionnelle ainsi que le réclame Bruxelles: «Il n'y a pas de statu quo. Qui n'avance pas recule.»

Encore 470 jours avant l'échéance du 9 février 2017.

## 29 février 2016

### DÉBAT ORGANISÉ

#### PAR ÉCONOMIESUISSE, BERNE

Les journalistes ne sont pas les bienvenus ce soir-là. Dans un salon feutré de l'Hôtel Bellevue, l'association faîtière Economiesuisse a invité les députés à un débat pour sonder les partis sur les options qu'ils priorisent concernant la mise en œuvre de l'initiative «Contre l'immigration de masse». Le huis clos devrait leur permettre de s'exprimer plus librement. Mais plusieurs des 45 parlementaires présents n'y ont pas trouvé leur compte. «Nous sommes ressortis avec plus de questions que de réponses», regrette l'un d'entre eux.

Pour Jacques de Watte-

ville, la tâche se complique encore en raison du référendum qui se déroulera le 23 juin en Grande-Bretagne concernant son avenir au sein de l'UE. Au début de l'année, le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, a clairement fait savoir que l'UE gelait toute discussion avec la Suisse d'ici là. Soudain, on prend conscience de la pression du temps, ce qui est toujours un handicap dans une négociation. Pour permettre un éventuel référendum au début de 2017, il faudrait que le Parlement puisse mettre sous toit une loi d'application à l'initiative UDC en septembre prochain déjà. Jacques de Watteville dispose donc d'une fenêtre d'opportunité de quatre à cinq semaines pour s'entendre avec l'UE, pas plus! A fin juillet, tout le monde part en vacances au siège de la Commission, à Berlaymont.

Or rien ne laisse présager un quelconque consensus qui pourrait émerger aux Chambres fédérales. Nouveau chef du dossier européen à l'UDC, Roger Köppel attend de la Suisse qu'elle impose une solution unilatérale avec des contingents sur l'immigration, mais se refuse obstinément à chiffrer un plafond lui paraissant acceptable. Le président du PS, Christian Levrat, qui ne croit pas à une solution négociée avec l'UE, table plutôt sur une nouvelle votation qui clarifierait le soutien de la population à la voie bilatérale. Quant au président du groupe PDC, Filippo Lombardi, il reconnaît que la Suisse est dans une impasse dans le dossier européen.

Seule consolation pour Jacques de Watteville: un coup de sonde au Palais fédéral montre vite qu'il jouit d'une confiance presque unanime. «La Suisse a beaucoup

de chance d'avoir un diplomate d'une telle qualité», dit Christian Lüscher (PLR/GE). Même à l'UDC, il est respecté. «C'est un diplomate de la vieille école, expérimenté, calme et loyal», estime le président de la Commission de politique extérieure, Roland Rino Büchel. Le compliment est à double sens. L'UDC soupçonne le secrétaire d'Etat d'être un «euroturbo trop loyal envers un Conseil fédéral qui refuse d'introduire des contingents à l'immigration». Lorsqu'un jour un ténor de l'UDC l'a confronté à ce reproche, Jacques de Watteville ne s'est pas démonté: «Je suis un Suisse-turbo», a-t-il rétorqué.

Encore 345 jours avant l'échéance du 9 février, et pas la moindre lueur au bout du tunnel.

## 17 mars 2016

### CONFÉRENCE SUR LES RELATIONS SUISSE-UE, GENÈVE

«Vous n'avez pas le droit à l'erreur, l'accident est interdit. Si vous tombez, c'est la chute, et si vous chutez, c'est la tombe.» Face à un parterre d'académiciens dans le bâtiment d'Uni Mail, à l'Université de Genève, Jacques de Watteville ouvre sa conférence par ces propos. Ils pourraient être ceux de son chef politique, Didier Burkhalter. En l'occurrence, ils ont été tenus par le guide de montagne lors d'une randonnée de ski-alpinisme effectuée le dimanche précédent dans la région de la Flüela.

Le secrétaire d'Etat est un montagnard averti. Il s'est aligné au départ de la Patrouille des Glaciers, en Valais, et même de la Patrouille des Cèdres, au Liban. Il puise sur les cimes enneigées des qualités utiles dans la diplomatie: endurance, détermination, esprit d'équipe, respect de l'environnement. «En montagne, on apprend à connaître ses limites, on distingue mieux l'essentiel du secondaire», note-t-il.

C'est sûr: la voie bilatérale s'apparente plus au sentier de montagne où l'on progresse en cordée qu'à une autoroute de plaine. Le 4 mars dernier, le Conseil





Jacques de Watteville  
L'homme de la  
mission impossible

Themen-Nr.: 999.201

Abo-Nr.: 1095889

Seite: 30

Fläche: 230/395 mm<sup>2</sup>

L'Hebdo  
1002 Lausanne  
021/ 331 76 00  
www.hebdo.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Publikumszeitschriften  
Auflage: 39'766  
Erscheinungsweise: wöchentlich

fédéral a présenté son plan B, à savoir l'introduction d'une clause de sauvegarde unilatérale. A Genève, Jacques de Watteville tient un langage plus direct. Il s'agit non seulement de trouver un plan A, soit un accord avec l'UE sur la libre circulation des personnes, mais aussi de régler la question institutionnelle.

Ah, cette question institutionnelle qui fait resurgir le spectre des «juges étrangers» que l'UDC ne cesse de vouer aux gémonies! C'est une bombe qui pourrait tout faire échouer en votation. Le Conseil fédéral n'en parle plus ces derniers temps. Quant à l'économie, elle n'en veut pas, préférant résoudre d'abord le casse-tête de la libre circulation des personnes. Mais Jacques de Watteville avertit: Bruxelles pose le règlement de cette question comme condition pour que la Suisse puisse signer de nouveaux accords d'accès au marché, notamment dans l'énergie.

Encore 328 jours avant l'échéance, et toujours pas de plan A.

## 23 mars 2016

### RENCONTRE AVEC DES RÉDACTEURS EN CHEF POLONAIS, BERNE

«De quoi voulez-vous parler, des questions financières ou de l'UE?» s'enquiert Jacques de Watteville auprès de ses hôtes, une demi-douzaine de rédacteurs en chef de quotidiens et de magazines polonais invités par Présence Suisse. La réponse fuse: «De l'UE», répondent-ils en chœur. Référendum sur le «Brexit», crise migratoire, eurozone en sursis: les problèmes de l'UE sont si graves que les hôtes polonais brûlent de connaître l'avis d'un pays qui a fait le choix de rester prudemment à l'écart du club communautaire.

Au salon 3 du Bernerhof, siège du Département fédéral des finances (DFF), on fait honneur aux produits du lieu. Avec le café, on peut s'y verser un verre d'eau minérale Adelbodner – avec croix suisse et Cervin sur l'étiquette – et goûter aux biscuits Gerber, de Zweisim-

men. Montre Longines au bras, Jacques de Watteville s'emploie à expliquer la position suisse tout en s'abstenant de tout «EU-bashing». Dans un anglais fluide, il ne cache pas qu'il souhaite «une Europe plus forte qu'aujourd'hui». Juste avant de revenir en Suisse en 2013, il a été ambassadeur en Chine, d'où il a pu mesurer sa perte d'influence sur la scène internationale. «Si l'Europe entend jouer un rôle sur le plan mondial, elle doit se renforcer.»

Très vite, les journalistes polonais confrontent le secrétaire d'Etat à l'image de profiteuse (*cherry picker*) qu'a la Suisse à Bruxelles. C'est elle qui a choisi les thèmes pour s'offrir une relation bilatérale faite sur mesure avec l'UE. Jacques de Watteville s'inscrit en faux contre ce cliché. «La réalité est différente», affirme-t-il. Chaque accord nécessite l'approbation des deux parties. En 2004, la Suisse a signé un accord sur la fiscalité de l'épargne et rétrocède de l'argent aux pays européens dont les citoyens ont des biens en Suisse. De plus, elle a débloqué un milliard de francs au titre d'aide à la cohésion, dont la moitié revient précisément à la Pologne.

A 322 jours de l'échéance, cette rencontre pourrait paraître improductive. En fait, elle s'inscrit dans une démarche qui consiste à tisser des liens forts avec une puissance émergente de l'UE, prête à s'inspirer du modèle helvétique en matière d'innovation.

## 12-13 avril 2016

### POUR PARLERS DE COULISSES À BRUXELLES

Officiellement, le dossier Suisse-UE est gelé d'ici au référendum sur le «Brexit». Mais en coulisses, les diplomates helvétiques continuent à faire le forcing pour déblayer le terrain afin de mettre le turbo dès le 24 juin. Accompagné du secrétaire d'Etat aux migrations, Mario Gattiker, et du directeur des Affaires européennes, Henri Gétaz, Jacques

de Watteville atterrit ce jour-là dans une ville toujours en état de choc trois semaines après les attentats terroristes. Impassibles et inabordables, des soldats veillent devant chaque bâtiment de l'UE. Couverte de fleurs, la place de la Bourse arrache les larmes.

Le soir, il dîne avec son homologue européen, le Suédois Christian Leffler, secrétaire général adjoint du Service européen pour l'action exté-

rieure (SEAS). Les deux hommes se connaissent depuis les années 90. En tant que représentants de pays tiers à l'UE, ils échangent alors leurs notes lors des sommets européens. «Nous avons tissé une relation d'amitié qui réduit le risque de malentendus», relève Jacques de Watteville. Ce qui ne change rien au fait que le Suédois défend aujourd'hui fermement les intérêts de l'UE: il a même la réputation d'être dur sur le contenu. Mais il est disponible, tandis que d'autres interlocuteurs européens restent parfois injoignables. Un jour, il a même rappelé de Cuba.

A Bruxelles, Jacques de Watteville est connu comme le loup blanc. Deux séjours lui ont permis de nouer un incomparable réseau de relations encore solidifiées par des joggings et autres randonnées en montagne. Tous ensemble, ils ont connu les heures de gloire comme les crises les plus aiguës de l'UE. L'époque intense de la chute du mur de Berlin en 1989 qui va permettre au continent de se réunifier sans qu'une

goutte de sang ne coule, un moment rare d'«europhorie». Puis la crise financière de 2008 qui place l'eurozone au bord de l'implosion.

Même chez les gardiens intransigeants du dogme – comprenez le droit communautaire – qui cultivent une méfiance atavique envers la Suisse, Jacques de Watteville est respecté. «Il sait garder la vue d'ensemble des enjeux», note laconiquement l'un d'eux.



Jacques de Watteville  
L'homme de la  
mission impossible

L'Hebdo  
1002 Lausanne  
021/ 331 76 00  
www.hebdo.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Publikumszeitschriften  
Auflage: 39'766  
Erscheinungsweise: wöchentlich

Themen-Nr.: 999.201  
Abo-Nr.: 1095889  
Seite: 30  
Fläche: 230'395 mm<sup>2</sup>

«Il connaît par cœur les dossiers, mais sa marge de manœuvre est limitée par le Conseil fédéral et les décisions du peuple», constate pour sa part l'eurodéputé allemand Andreas Schwab, connu pour ses positions très critiques envers la Suisse.

En Suisse, les eurosceptiques soupçonnent volontiers Jacques de Watteville d'être un béni-oui-oui envers l'UE. A Bruxelles, sa réputation est bien différente. «Il peut être extrêmement dur et n'hésite pas à faire dans le catastrophisme», relève un observateur. Son message aux Européens? «Si vous ne faites aucune concession envers la Suisse, alors nous devons introduire des contingents selon notre Constitution. Et tout le monde sera perdant, l'UE aussi, notamment les 300 000 frontaliers dont il faudra réduire le nombre.» Une

## « Concernant la voie bilatérale, il n'y a pas de statu quo. Qui n'avance pas recule. »

**JACQUES DE WATTEVILLE**, secrétaire d'Etat

anecdote a fait le tour du sérail diplomatique. En 2014, lors d'une réunion épique avec les Italiens qui accusent la Suisse d'être les plus grands receleurs d'argent sale du monde, Jacques de Watteville rétorque: «Ce n'est tout de même pas la Suisse qui a inventé la mafia!»

De l'écoute, de la fermeté et de la ténacité enrobée de courtoisie: telle est donc la méthode de Watteville. «Mais je ne tombe jamais dans le catastrophisme. Si vous dramatisez trop, vous perdez toute crédibilité, précise-t-il. En revanche, j'insiste sur les conséquences déplorables qu'aurait un échec des négociations.»

Le 13 avril au matin, Jacques de Watteville tient un point de presse à la Mission suisse, sise place du Luxembourg, à deux pas du deuxième siège

du Parlement européen. A elle seule, cette proximité géographique est une belle illustration de la fameuse formule de l'ancien secrétaire d'Etat Franz Blankart: être aussi proche de l'UE de manière à ne pas devoir y adhérer. Aujourd'hui, la question n'est plus là. Il s'agit d'éviter la rupture qui menace. Le négociateur en chef aurait des motifs de s'inquiéter: le scénario d'un «Brexit» est désormais plausible. «Cela créerait un grand climat d'incertitude au sein de l'UE et nous risquerions d'être relégués dans une salle d'attente.»

Avec la Suisse, Bruxelles ne cesse de faire souffler le chaud et le froid. Le 2 mars dernier, un haut dignitaire européen se montre glacial lors d'un entretien *off the record* avec les correspondants des médias suisses. «La Suisse obtiendra moins de concessions que la Grande-Bretagne», lâche-t-il avant de répéter cinq fois le mot «moins»! Lorsque les Suisses tentent d'attirer l'attention de l'UE sur le fait qu'ils enregistrent – proportionnellement – deux fois plus d'immigrés que les Britanniques, ils ne convainquent pas grand monde aux alentours du rond-point Schuman. «J'ai surtout constaté que vos immigrés ont dopé votre PIB», rétorque un diplomate, une pointe d'ironie dans la voix.

Pourtant, il est vrai aussi que certains signaux pourraient passer au vert. Lorsque le ministre des Affaires étrangères, Didier Burkhalter, avait déclaré à la *NZZ am Sonntag* que les deux parties étaient proches «d'une solution concertée sur la question institutionnelle», tout le monde s'était étonné en Suisse. Mais à Bruxelles, on confirme que la situation pourrait se débloquer assez vite.

Que s'est-il passé? En fait, l'UE a fait une petite concession à la Suisse. Elle est certes toujours d'avis qu'en cas de différend l'avis de la Cour européenne de justice interprétant le droit de l'UE est contraignant. Mais elle serait éventuellement prête à envisager

un rôle plus large du comité mixte, une instance politique où la Suisse peut se défendre. Le spectre des «juges étrangers» ne disparaît pas, mais il s'éloigne quelque peu.

Quelque 300 jours avant l'échéance de février 2017, Jacques de Watteville veut croire qu'il parviendra à une entente d'ici à fin juillet si une forte volonté politique se manifeste des deux côtés. On pourrait ainsi soumettre cet automne un vrai plan A au Parlement. «Je suis optimiste de nature. Un diplomate doit l'être, sinon il doit changer de métier.» ■

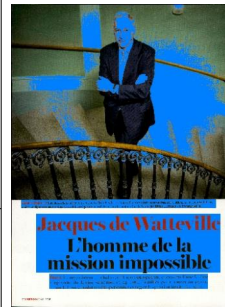
### PROFIL

#### JACQUES DE WATTEVILLE

**1951** Naissance à Lausanne.  
**1978** Formation achevée avec une licence en droit et en sciences économiques, de même qu'un brevet d'avocat.  
**1978** Délégué du CICR au Liban.  
**1982** Entrée au corps diplomatique du DFAE.  
**2003** Ambassadeur de Suisse en Syrie.  
**2007** Chef de la Mission suisse auprès de l'UE à Bruxelles.  
**2012** Ambassadeur de Suisse en Chine.  
**2013** Secrétaire d'Etat aux questions financières internationales.  
**2015** Négociateur en chef avec l'UE.

Datum: 12.05.2016

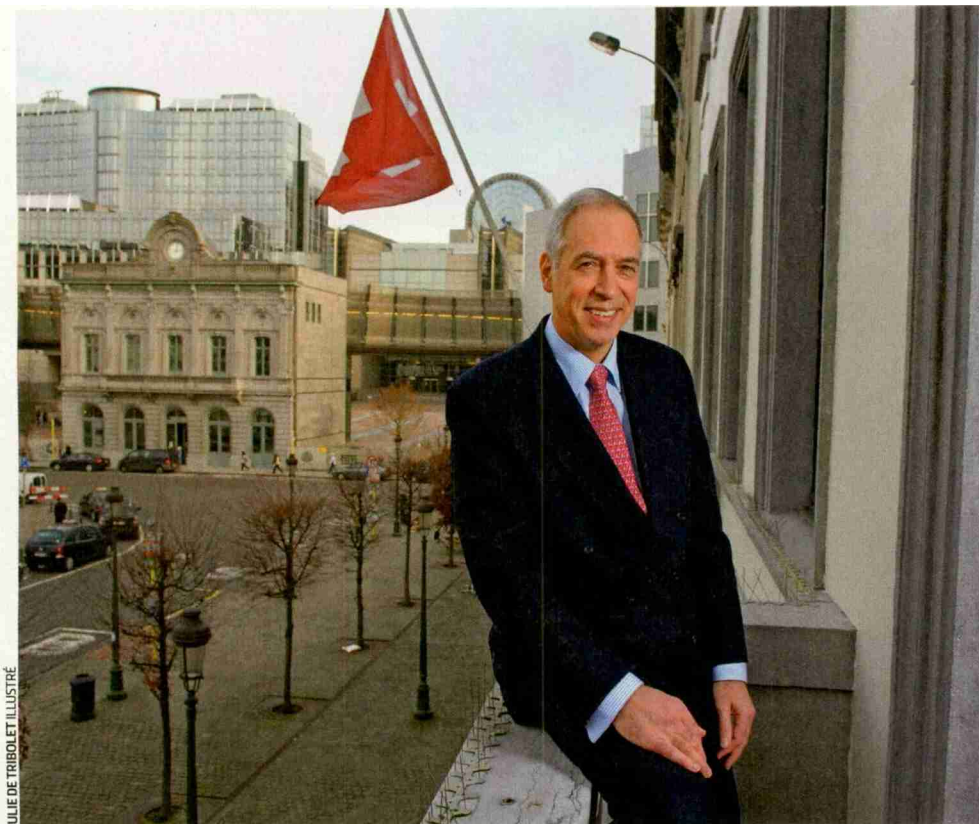
# L'HEBDO



L'Hebdo  
1002 Lausanne  
021/ 331 76 00  
www.hebdo.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Publikumszeitschriften  
Auflage: 39'766  
Erscheinungsweise: wöchentlich

Themen-Nr.: 999.201  
Abo-Nr.: 1095889  
Seite: 30  
Fläche: 230'395 mm<sup>2</sup>



**BRUXELLES, PLACE DU LUXEMBOURG** Jacques de Watteville devant la Mission suisse auprès de l'UE, à deux pas d'un des sièges de l'Europarlament. La Suisse reste proche de l'UE, pour ne pas devoir y adhérer!



Datum: 12.05.2016

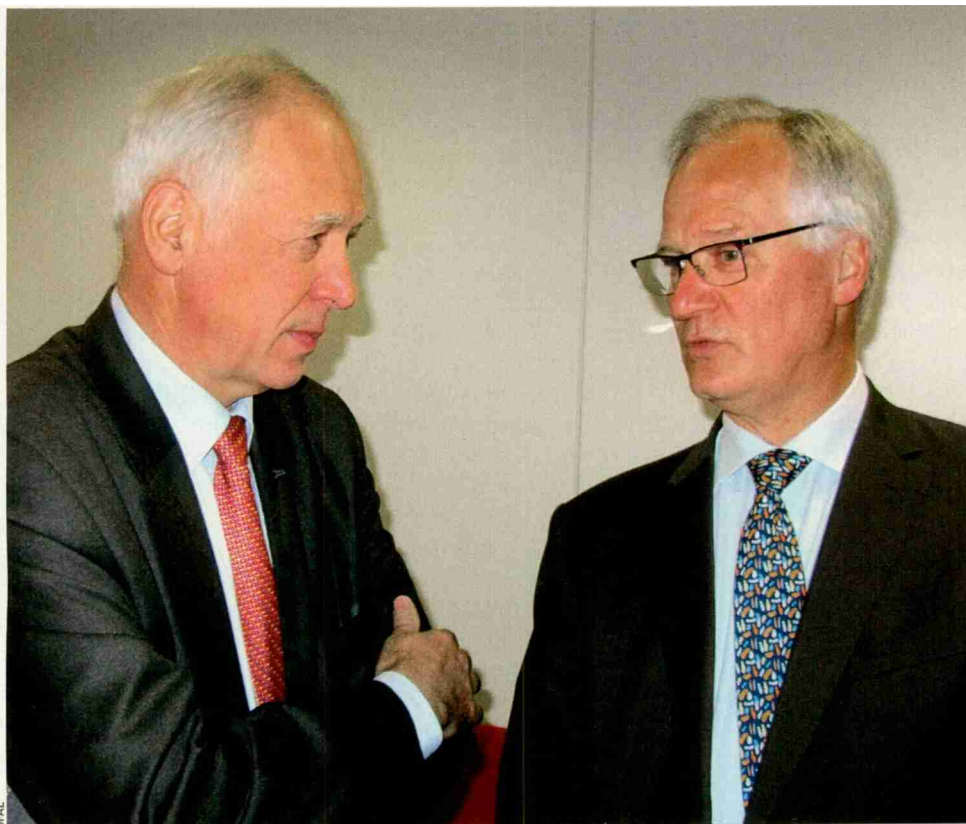
**L'HEBDO**



L'Hebdo  
1002 Lausanne  
021/ 331 76 00  
www.hebdo.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Publikumszeitschriften  
Auflage: 39'766  
Erscheinungsweise: wöchentlich

Themen-Nr.: 999.201  
Abo-Nr.: 1095889  
Seite: 30  
Fläche: 230'395 mm<sup>2</sup>



**BRUXELLES, ROND-POINT SCHUMAN** Jacques de Watteville rencontre son homologue de l'UE, le Suédois Christian Leffler, secrétaire général adjoint du Service européen pour l'action extérieure (SEAE).